

COP21 : Paris fédère les villes européennes autour des questions d'économie d'énergie

Jeudi et vendredi, à moins d'un mois de la COP21, Paris réunit une dizaine de grandes villes européennes pour échanger sur les questions d'économie d'énergie. Leur objectif : concevoir des outils communs d'audit et d'évaluation des politiques publiques de réduction des gaz à effet de serre.

A moins d'un mois de la COP21, une dizaine d'administrations de grandes villes européennes sont conviées par la Ville de Paris à deux journées de travail sur l'évaluation des politiques d'économie d'énergie. La dépense d'énergie est en effet devenue un sujet essentiel pour l'avenir des collectivités. Si les hommes se concentrent dans les villes, les besoins en énergie et les émissions de gaz à effet de serre, également. Le dérèglement climatique et la raréfaction progressive des ressources non-renouvelables amènent les villes à interroger leurs modes de consommation et à rechercher des solutions innovantes qui soient plus respectueuses de l'environnement.

De nombreuses questions techniques accompagnent alors la mise en œuvre de politiques publiques ambitieuses. De quels outils se doter pour qu'une grande ville dispose d'informations fréquentes et détaillées sur ses consommations d'énergie et ses émissions de gaz à effet de serre ? Comment définir avec précision les objectifs à atteindre dans les contrats avec les partenaires de la distribution d'électricité et de gaz naturel ? Comment apprécier et chiffrer les résultats des actions engagées ? Comment mesurer l'impact des comportements des habitants ?

Jeudi et vendredi, des experts des villes de Paris, Bruxelles, Genève, Hambourg, Liège, Ljubljana, Madrid, Varsovie, Vienne, Zagreb et de la Cour européenne des comptes, vont partager leurs expériences dans ce domaine. Leur objectif : concevoir des outils communs d'audit et d'évaluation, qui permettront de mieux appréhender les besoins et la pertinence des mesures entreprises. Ce travail collectif d'évaluation, engagé par les administrations, constitue une étape supplémentaire dans la coopération des villes européennes en faveur de la lutte contre le dérèglement climatique.

Le 26 mars, Anne Hidalgo avait réuni à l'Hôtel de Ville ses homologues des vingt-huit Etats membres, qui s'étaient engagés à s'efforcer, avec l'ensemble des partenaires de leurs territoires, « à réduire d'au moins 40% les émissions de gaz à effet de serre de leurs villes d'ici 2030 ». En octobre, elle a aussi fédéré onze villes européennes autour d'un groupement de commande transnational, une initiative inédite qui va permettre de mutualiser une partie de leur commande publique pour soutenir la transition énergétique.